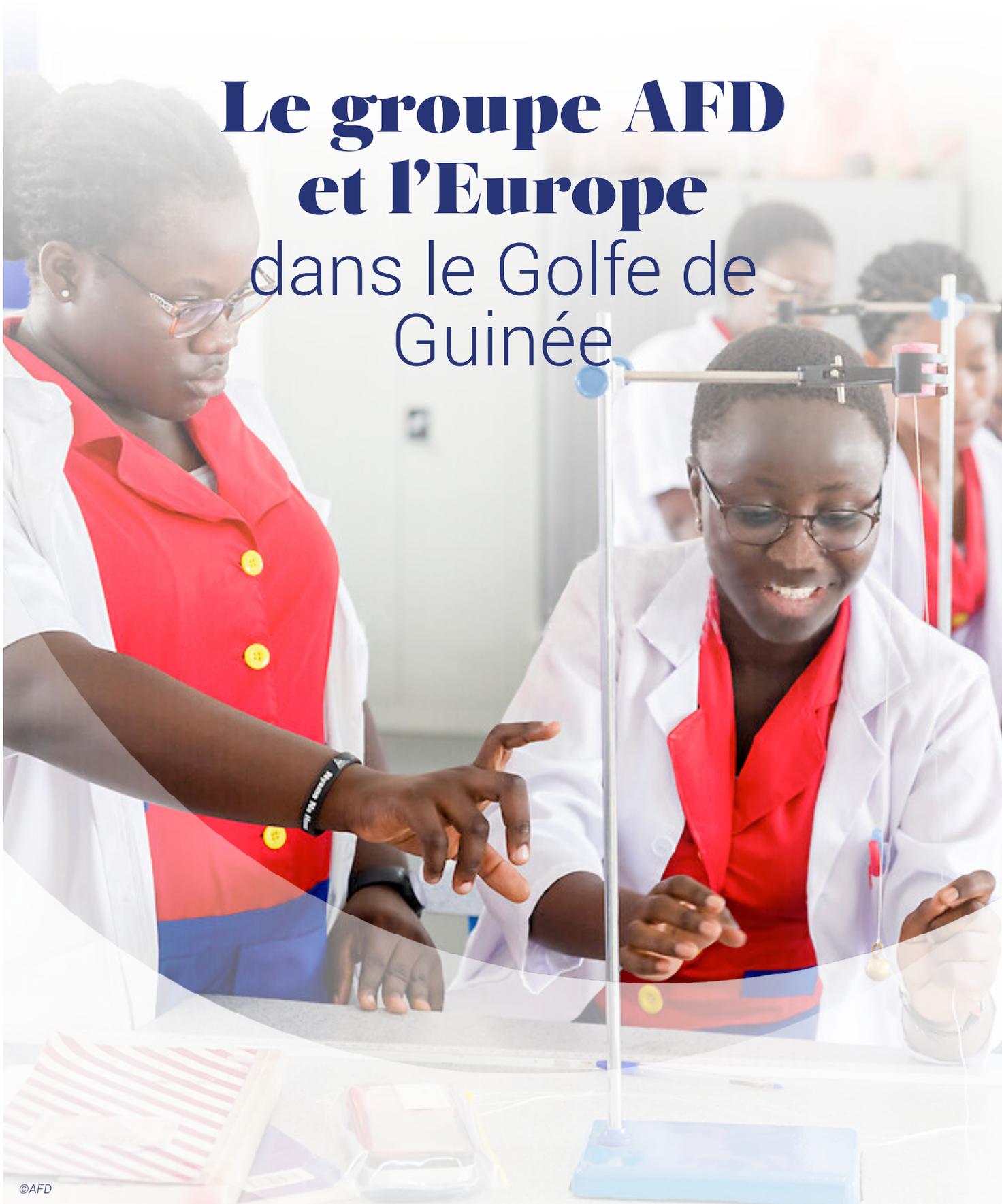


Le groupe AFD et l'Europe dans le Golfe de Guinée





Puissance du partenariat européen



14 ans

de partenariat

.....



60

pays soutenus

Animés par des convictions communes, le groupe AFD et la Commission européenne (CE) travaillent depuis 2008 pour renforcer l'impact de leurs financements et l'efficacité de l'aide au développement. Un partenariat central pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Habilité à gérer des fonds européens depuis 2008, le groupe AFD est devenu en 14 ans un partenaire de référence de la Commission. Sur le dernier cadre financier européen 2014-2020, ce sont 2,8 milliards d'euros que la Commission a choisi de confier à l'Agence, contribuant ainsi à améliorer l'impact de plus de 220 de ses projets au bénéfice des populations dans une soixantaine de pays.

La vigueur de ce partenariat s'explique par une très forte convergence des visions stratégiques des deux institutions, mais aussi par la richesse du dialogue entre leurs équipes, à Bruxelles comme sur le terrain, le groupe AFD et la CE disposant d'un réseau de représentations locales sans équivalent au sein de la famille européenne.



©AFD

Une large palette d'outils mobilisés et un effet levier

Le partenariat prend corps à travers une large palette de modalités de financements, adaptés aux contextes et aux différents types de besoins des contreparties : délégation de subventions, y compris à travers les fonds fiduciaires, adossement de subventions européennes aux prêts du groupe AFD, développement d'un portefeuille d'opérations bénéficiant de garanties européennes...

Dès que cela est possible, les deux institutions font le choix de structurer leurs interventions dans le cadre des facilités de mixage, qui permettent de maximiser l'utilisation des subventions européennes, grâce à l'effet de levier qu'elles entraînent sur les prêts des bailleurs. Entre 2014 et 2020, 9 milliards d'euros de prêts et de subventions du groupe AFD ont ainsi pu être mobilisés aux côtés de près de 1,6 milliards d'euros en provenance de la Commission pour contribuer à financer des actions de développement dans près de 60 pays d'Afrique, du pourtour méditerranéen, d'Asie-Pacifique ou encore d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce niveau d'engagement positionne le groupe AFD en tant que 1^{er} partenaire bilatéral de la Commission en matière de mixage prêt-don, et 2^e partenaire juste derrière la Banque européenne d'Investissement.

En 2017, le groupe AFD a aussi tenu à répondre présent lors du lancement du Fonds européen pour le développement durable (FEDD), destiné à soutenir, par le biais de mécanismes innovants de garanties, les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l'Union, dans une optique de réalisation des ODD, et en particulier d'éradication de la pauvreté. L'Agence s'est là encore trouvée parmi les tous premiers partenaires de la Commission dans la conception de ces nouveaux outils, se plaçant seconde en termes de niveau de garanties mobilisables au profit des partenaires du Sud.

Afin de porter des positions plus fortement, le groupe crée des alliances au sein de plateformes inclusives telles que le Partenariat renforcé, rassemblant les institutions bilatérales financières de développement (AFD, KfW, CDP et AECID), le réseau des EDFI (European Development Finance Institutions), IDFC (International Development Finance Club) et le Réseau des praticiens présidé en 2018-2019 par Expertise France. Proparco, la filiale du Groupe dédiée au secteur privé, participe également au montage d'outils européens bénéficiant à plusieurs *Development finance institutions*.

#TeamEurope : un partenariat encore plus soutenu

Fort de cette expérience et de son réseau, le groupe AFD ambitionne de poursuivre et d'amplifier cette dynamique partenariale, selon une approche #TeamEurope destinée à renforcer les synergies et l'implication de tous dans la mise en œuvre de l'agenda européen du développement, conformément aux principes de cohérence, de coordination et d'efficacité de l'aide. Avec l'intégration d'Expertise France, accréditée depuis 2011 auprès de la CE, la gamme des outils du groupe AFD s'élargit pour accompagner toujours mieux les contreparties dans l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris.



2,8

Mds €



220

projets

“ La parole à ...

Plus de cohérence, plus de solutions de financement, plus de flexibilité : animés par des convictions communes, le groupe AFD, ses homologues européens et la Commission européenne renforcent leur partenariat depuis 2008 pour accroître l'efficacité de leurs investissements solidaires. Michael Wehinger et Koen Doens nous partagent leurs visions de l'AFD.

Michael Wehinger

La KfW est l'un des principaux partenaires du groupe AFD à l'échelle européenne. Retour d'expérience avec Michael Wehinger, Directeur du département Afrique de l'Ouest, à l'occasion de la Présidence Française de l'Union européenne.



Le partenariat avec les Institutions financières a toujours été une priorité pour vous. Quelles leçons tirez-vous de celui avec le groupe AFD ?

Le partenariat avec l'AFD est pour nous un partenariat clé. En Afrique de l'Ouest, KfW et AFD coopèrent depuis longtemps étroitement dans plusieurs pays, comme le Burkina Faso, ou le Togo, dans plusieurs secteurs, comme l'agriculture ou le développement rural, et à travers un échantillon d'instruments différents. La raison pour cette approche partenariale est à la fois une vision partagée par rapport à nos objectifs de développement, mais aussi une confiance mutuelle qui s'est construite et approfondie au fil des décennies. Des échanges réguliers à tous les niveaux hiérarchiques, mais aussi un dialogue permanent « sur le terrain » témoignent d'une volonté de continuer sur ce chemin. Un très beau symbole de cette coopération est la création en juillet 2021 au Togo d'un bureau commun AFD-KfW.

Comment voyez-vous l'avenir de ce partenariat ?

Faire évoluer et renforcer davantage ce partenariat est à la fois une volonté partagée et un choix raisonnable. Une volonté partagée, car nous sommes des institutions sœurs avec une ambition et un fonctionnement similaires, qui opérons dans le contexte d'un partenariat étroit franco-allemand au sein d'une Europe qui est aussi un acteur fort dans le domaine de la coopération au développement. Ceci se traduit, bien évidemment, par une volonté dans les deux organisations de chercher des synergies et pour mieux œuvrer ensemble sur le terrain au bénéfice de nos partenaires communs. Mais c'est aussi un choix raisonnable, car le monde autour de nous change rapidement et nous devons nous adapter à un contexte de plus en plus complexe : la fragilité de certaines zones, une hétérogénéité croissante entre nos pays partenaires, l'apparition de nouveaux acteurs sur la scène de la coopération au développement ne sont que quelques exemples pour nous montrer que nous gagnons en effectivité et efficacité si nous coordonnons davantage nos activités, en incluant d'autres acteurs européens dans cette dynamique. Je suis très optimiste pour l'avenir de notre partenariat, et sur le fait que nous allons réussir à relever ensemble les défis devant nous, car le partenariat entre AFD et KfW est fondé sur une expérience commune de plusieurs décennies et une confiance mutuelle solide.

●●● Koen Doens

Le partenariat entre le groupe AFD
et l'Union Européenne : axe structurant
de la nouvelle Équipe Europe.

Dans le contexte d'une nouvelle ambition géopolitique européenne et de la recherche de collaborations renforcées au sein de l'Équipe Europe, le partenariat entre le groupe AFD et l'Union européenne se trouve à un moment charnière. Éclairage de Koen Doens, Directeur Général pour les Partenariats Internationaux (DG INTPA) à la Commission européenne.



Le cadre financier européen 2014-2020 a été marqué par le déploiement de nombreuses solutions de financement. Quel regard posez-vous sur la contribution du groupe AFD à ce mouvement?

Un regard positif et attentif, car le groupe AFD est pour nous un partenaire privilégié dans l'appui aux politiques publiques de développement et pour la stabilisation des zones les plus fragiles. Le groupe AFD est l'un des premiers pourvoyeurs d'appui budgétaire dans le monde et nous travaillons en étroite collaboration pour mieux répondre aux besoins de nos pays partenaires. La réponse à la crise de la COVID-19 nous a donné l'occasion d'intensifier cette coopération. Et ceci dans le cadre de l'Équipe Europe, devenue la colonne vertébrale de la programmation de l'Union Européenne pour les années 2021-2027. En combinant ce que nous faisons collectivement à travers l'Union européenne et ce que font les Etats Membres à travers leurs actions bilatérales, nous créons un ensemble plus grand et plus fort que la somme de ses parties.

Vous le savez, le groupe AFD s'agrandit et accueille Expertise France. Qu'en pensez-vous?

La Commission européenne suit avec intérêt cette dynamique française d'intégration. Une stratégie qui fait écho à la recherche d'approches plus concertées de l'Équipe

Europe. Ces développements s'inscrivent tous deux dans une démarche plus stratégique, et reflètent la conviction que le 'faire ensemble' est porteur d'efficacité et de résultats. L'expansion du groupe AFD permettra donc à la Commission de coopérer avec un acteur qui travaille de façon holistique, et pourra se prévaloir d'une palette d'atouts précieux : solide expérience dans le domaine du développement, savoir-faire multisectoriel, présence importante sur le terrain et profonde connaissance de nos pays partenaires.

Qu'attendez-vous du groupe AFD dans le cadre du nouveau cadre financier européen 2021-2027?

Le format Équipe Europe offre à l'UE et à ses États membres l'occasion d'intensifier notre impact collectif et d'accroître notre visibilité. La collaboration avec le groupe AFD va nous aider à traduire cette approche en actions concrètes. Il s'agit de mettre en œuvre la vision commune d'une relance durable, inclusive, verte et numérique. Le groupe AFD pourra notamment contribuer à stimuler l'investissement dans nos pays partenaires, tout en offrant une capacité d'assistance technique pour soutenir ces dynamiques.

À travers les Initiatives Équipe Europe, auxquelles le groupe AFD participe tant au niveau de la conception que du financement, notre objectif est de fédérer toutes les forces de la coopération européenne autour de projets véritablement transformationnels, en soutien de nos pays partenaires. La mise en place du groupe AFD permet à cette coopération de s'appuyer sur un éventail complet d'instruments, de modalités et de ressources. En outre, la présence du groupe AFD sur le terrain est un grand atout. Ce partenariat renforcé avec le groupe AFD est important aussi pour le précédent qu'il crée. En effet, nous souhaitons aller vers plus de collaborations de ce type, afin de continuer à gagner en efficacité et en impact.

La présence du groupe AFD sur le terrain est un grand atout.



Le groupe AFD et l'Europe dans le Golfe de Guinée

L'AFD et l'Union européenne partagent l'ambition d'être des acteurs financiers globaux intervenant sur la totalité de la palette des outils financiers en partenariat avec les autres institutions. Dans le Golfe de Guinée, cette ambition se traduit par un partenariat actif entre la Direction régionale du Golfe de Guinée (DRGG), ses agences et l'Union européenne. Ce partenariat se matérialise par les projets en cours, l'instruction de nouveaux projets, mais au travers de l'exercice de programmation 2021-2027 de l'UE.

Le nouveau Cadre Financier Pluriannuel d'une durée de 7 ans (2021-2027) défini par l'Union européenne crée de nouvelles opportunités de collaboration avec l'AFD. Dans la continuité d'une coopération existante, l'Agence française de développement au travers de la Direction régionale du Golfe de Guinée et de ses agences s'est fortement mobilisée pour répondre aux sollicitations de l'Union européenne en contribuant à l'exercice de programmation pour les pays du Golfe de Guinée (Guinée, Libéria, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Nigéria) et en alimentant le portefeuille de projets en co-financement.



Projet RESILAC avec le soutien de l'Union Européenne.
Photo:©AFD

Les forts enjeux liés à la programmation 2021-2027 de l'UE ont incité la Direction régionale du Golfe de Guinée à se positionner en amont, en créant un poste de chargé de suivi partenariat AFDxUE en son sein.

Par cette programmation, l'Union européenne affiche une ambition commune à celle de la DRGG sur les enjeux de **climat, de biodiversité, de développement humain, et**

d'égalité femmes/hommes.



6

pays
d'intervention



31

projets pays
et multi-pays
en cours



390

M€ d'engagements
de l'UE

dont

2/3

sur les
infrastructures

dont

66,9

M€ au travers
de projets multi-pays
Un engagement moyen
de 12M€ sur les projets
bilatéraux



Le partenariat avec les Institutions financières européennes est une priorité pour l'AFD. Quelles leçons tirez-vous de ce partenariat pour le Golfe de Guinée ?

Dans la région, les premiers cofinancements remontent à 2012. Ils se sont multipliés, notamment dans le secteur de l'énergie, de l'agriculture, ou du développement urbain. L'alignement sur les mêmes priorités stratégiques a démontré sa pertinence. Et l'additionnalité des moyens est réelle, grâce à l'effet de levier exigé par l'UE.

Comment voyez-vous l'avenir de ce partenariat européen ?

La programmation européenne 2021-2027 consacre un peu plus la mise en place d'un système européen de développement. Le groupe AFD y aura une place majeure, autant par sa participation aux initiatives « Equipe Europe », qu'à travers les délégations de fonds, en cofinancement ou en mixage prêts-dons, ou les programme de garanties.

Le groupe AFD s'agrandit et accueille Expertise France. Quel impact cette intégration aura dans le Golfe de Guinée ?

L'intégration d'Expertise France est une opportunité pour le groupe AFD, avec un enrichissement de ses modalités d'actions, des complémentarités sectorielles et géographiques. L'intégration permettra de renforcer les synergies entre Expertise France, AFD et Proparco et offrira à Expertise France une visibilité renforcée.



© Bruno Leclerc- AFD

**Matthieu Discour,
Directeur Régional AFD
Golfe de Guinée**





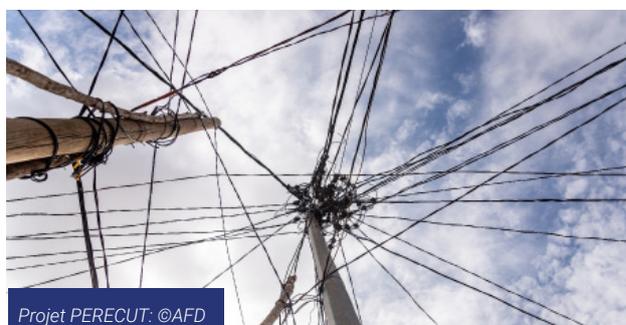
POUR UNE OFFRE ÉNERGÉTIQUE ACCESSIBLE, EFFICIENTE ET DÉCARBONÉE

Plus d'un milliard de personnes n'a pas accès à l'électricité et les énergies fossiles, responsables de deux tiers des émissions de gaz à effet de serre, demeurent la principale source d'énergie consommée dans le monde. Dans le même temps, les problèmes d'accès demeurent un frein au développement et à la satisfaction des besoins essentiels des individus. Un investissement massif et concerté en faveur d'un

accès universel à des services énergétiques efficaces et décarbonés est indispensable. L'esprit du partenariat AFDxUE est matérialisé par des interventions communes autour d'axes clés : l'accès à des services de qualité, y compris en zone rurale, l'interconnexion régionale des réseaux électriques, le financement des énergies renouvelables, en direct ou via des programmes de finance verte et l'efficacité énergétique.



©AFD



Projet PERECUT: ©AFD

Accès à l'électricité et production d'électricité renouvelable en Côte d'Ivoire

Le secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire fait face à plusieurs défis. Du côté de la production d'électricité, la part d'électricité d'origine hydraulique est passée de 37% en 2000 à 16% en 2015, le reste de l'électricité étant produit à partir de ressources fossiles, principalement du gaz naturel. Or la Côte d'Ivoire a fixé comme objectif, dans sa contribution à l'accord de Paris, d'atteindre 42% d'électricité renouvelable en 2030. Du côté de la distribution, seulement 42% des localités ivoiriennes sont connectées au réseau, et les pertes sur le réseau de distribution représentent 12% des coûts du secteur.

Enfin, du côté de l'accès des ménages à l'électricité, seuls 29% des ménages sont connectés au réseau d'électricité quand 78% des ménages vivent dans une localité connectée au réseau, ce différentiel s'expliquant principalement par le coût significatif du branchement au réseau qui est à la charge des ménages. Le programme a pour objectif principal de contribuer à l'accès de la population ivoirienne à une électricité durable. Plus précisément, le programme vise à améliorer le taux d'accès à l'électricité par l'extension urbaine des réseaux, l'électrification rurale et les branchements sociaux et à renforcer la production hydroélectrique par la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Buyo.



120M€
prêt AFD



34M€
cofinancement UE

- 150 localités électrifiées
- 110 000 ménages raccordés
- Augmentation de la capacité de la centrale de Buyo de 366 GWh/an

KFW

Projet d'Extension du Réseau Electrique dans les Centres Urbains au Togo

Les autorités togolaises sont fortement engagées dans la mise en œuvre de la stratégie d'électrification élaborée en juin 2018, qui vise un accès universel d'ici 2030. Cette stratégie s'appuie sur une combinaison technologique optimisée qui combine aussi bien les technologies hors réseau que l'extension du réseau, et sera réalisée par phase. L'AFD y participe déjà via le Projet d'Extension et de Réhabilitation des Réseaux de Lomé (PEREL), signé en janvier 2018, qui vise le raccordement de 20 000 ménages dans la région du « Grand Lomé ».

Comme dans la capitale, les réseaux dans les villes de l'intérieur du pays sont vieillissants et en surcharge. La société nationale de distribution, la CEET, doit également faire face au phénomène des « toiles d'araignées », extensions non déclarées du réseau CEET notamment dans les zones périphériques urbaines – les extensions urbaines allant plus vite que les extensions des réseaux de service public. Le projet PERECUT soutiendra la politique d'accès à l'électricité du gouvernement, tout en déployant des actions positives sur l'efficacité opérationnelle du réseau de la CEET. Il contribuera à améliorer la couverture électrique ainsi que l'accès des populations et des acteurs économiques à une électricité fiable, plus pérenne dans les villes secondaires.



70M€
de financement dont



40 M€ de prêt souverain AFD
15 M€ de subvention UE
15 M€ de subvention KfW



Raccordement de 100 000 ménages, soit de plus de 500 000 personnes



PRÉSERVER, CONSERVER ET PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Extinction des espèces, destruction des milieux naturels, changement climatique : les pressions sur la biodiversité et l'impact sur les populations sont sans précédent. La protection de la biodiversité est au cœur des financements du groupe AFD. Les projets financés visent à enrayer la perte en biodiversité, assurer la protection des écosystèmes, accompagner la restauration et la gestion des espaces naturels, avec et au bénéfice des populations.

Chaque projet financé est évalué au regard de son impact sur la biodiversité. En 2019, près de 70% des financements AFD ont contribué à la préservation de la biodiversité. Enjeu global, la biodiversité est au cœur des préoccupations de la Commission qui souhaite intensifier ses efforts pour soutenir la conservation, la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes.



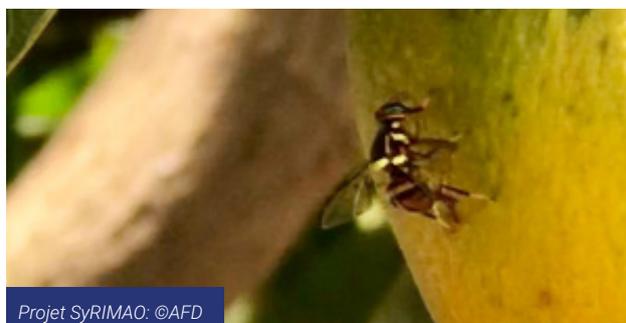
©AFD



Gestion des déchets solides du grand Conakry

La gestion des déchets solides est actuellement défaillante à Conakry. La décharge de La Minière, l'unique de Conakry, est totalement saturée et aurait dû être fermée depuis les années 90. Elle est cependant toujours en service, faute d'alternative. Cette décharge représente aujourd'hui un véritable enjeu écologique, sanitaire et social puisqu'elle se situe, suite à l'extension de la ville, au milieu des habitations.

Face à cette situation, la Guinée a fait de la promotion d'un cadre de vie sain à travers la résolution des problématiques d'assainissement et de salubrité, une priorité. En 2019, le pays s'est doté d'une stratégie de professionnalisation de la gestion des déchets solides, traduction institutionnelle de la volonté de la Guinée à agir. Cette stratégie évalue à 200 millions d'euros les besoins en financement pour assainir le Grand Conakry. Parmi les besoins identifiés, l'aménagement et l'équipement d'un nouveau Centre d'Enfouissement Technique pour permettre notamment de détourner le flux de déchets de l'actuelle décharge. Le projet vise à structurer de façon pérenne, l'aval de la filière de gestion des déchets solides du Grand Conakry.



Projet SyRIMAO: ©AFD



SyRIMAO : Système Régional Innovant de contrôle des Mouches des fruits en Afrique de l'Ouest

Les mouches des fruits sont un problème majeur pour le secteur horticole des pays d'Afrique de l'Ouest, capables de détruire 50 à 80% des productions fruitières de certaines régions (en 2016, un tiers de la valeur totale des exportations de cette année-là a été perdu). La pression des mouches des fruits sur les productions horticoles a un impact négatif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, sur l'environnement (utilisations de pesticides) et sur les revenus des producteurs. Sur la période 2014-2019, l'AFD et l'UE ont cofinancé un Projet de soutien au Plan régional de Lutte et de contrôle des Mouches des Fruits en Afrique de l'Ouest (PLMF) mis en oeuvre par la CEDEAO. L'objectif global du projet est d'améliorer les revenus des producteurs ouest africains de fruits et légumes, et particulièrement des petits producteurs, pour contribuer à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois dans la sous-région. Le projet a été reconduit pour une deuxième phase.


70M€
de financement
dont


50M€
de l'AFD


20M€
de l'UE


29,9M€
de financement
dont


24,2M€
de l'UE


lutte efficace, efficiente et durable contre les mouches des fruits



COORDONNER LA RÉPONSE AUX CRISES

Sécuritaires, politiques, sanitaires, alimentaires, ou environnementales : les crises proviennent le plus souvent de difficultés à partager le pouvoir ou les ressources, se nourrissent des conflits internes aux pays et menacent les acquis et les perspectives de développement. C'est pourquoi le groupe AFD s'engage dans les contextes de crise, pour construire une paix durable.

Par son approche intégrée, le groupe AFD cherche à

agir sur les causes structurelles des crises pour les prévenir et sur leurs effets pour renforcer la résilience des pays et des populations à court, moyen et long terme. Ses interventions articulent travail d'urgence et projets de développement social et économique. Dans ces contextes tendus, plus qu'ailleurs encore, elle agit dans une logique partenariale, notamment avec ses partenaires européens.



©AFD



Soutien au programme de réserve régionale de sécurité alimentaire de la CEDEAO

Aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, et notamment dans l'espace CEDEAO, les principaux facteurs d'insécurité alimentaire sont : une forte instabilité des marchés régionaux induite par la variabilité des productions, une instabilité internationale des marchés des produits alimentaires de base qui amplifie la variabilité des prix internes; et une part très élevée des dépenses des ménages pauvres consacrée à l'alimentation.

Le projet de soutien au programme de réserve régionale appuie la CEDEAO dans la mise en œuvre de sa stratégie régionale de stockage alimentaire, avec pour objectif global de contribuer à répondre efficacement aux crises alimentaires et renforcer la résilience des ménages dans une perspective de sécurité et de souveraineté alimentaire régionales durables, par la promotion de systèmes de réserves alimentaires d'urgence aux différentes échelles.



56M€
de financement
dont



31,9M€
de l'UE



32 500 t de réserves
alimentaires financées
dans le cadre du
présent projet



36,1M€
financé par l'UE



Amélioration des revenus et de la sécurité
alimentaire des bénéficiaires grâce à
une meilleure productivité des activités
agricoles



Projet RESILAC: ©AFD

RESILAC : encourager le redressement économique et social inclusif autour du lac Tchad

Le lac Tchad est un pôle rural attractif en ressources et en emplois, essentiel pour la vie des millions d'habitants de son arrière-pays, au Nigeria, au Tchad et au Cameroun. Alors qu'il constitue une zone emblématique des menaces du changement climatique et de ses enjeux dans les pays pauvres, il est désormais aussi au centre d'une crise sécuritaire régionale liée au groupe Boko Haram. Les défis de développement de la région sont donc multiples : politiques, socio-économiques, écologiques, hydrologiques et de gouvernance. Pour que son potentiel puisse contribuer durablement au développement économique régional, les mesures d'urgence déjà déployées devront être prolongées par des actions à moyen terme et de plus grande ampleur.



POUR UN ACCÈS À L'EAU POUR TOUS

Deux milliards de personnes n'ont pas accès à un service d'eau potable de qualité et plus d'une personne sur deux dans le monde ne dispose pas d'un assainissement adapté. Intervenir sur l'eau a des répercussions sur de nombreux enjeux : santé, sécurité alimentaire, biodiversité, égalité entre les sexes, ou les conditions de vie des personnes défavorisées.

Face à ces constats, le groupe AFD et la Commission se mobilisent pour améliorer la fourniture de services

d'eau et d'assainissement aux populations, aussi bien dans les grands centres urbains que dans les zones rurales, ou dans les territoires impactés par des crises. Ces interventions sont pensées en tenant compte des risques climatiques tels que les inondations, et peuvent proposer le développement des solutions innovantes comme la réutilisation des eaux usées pour l'agriculture.



© AFD Folly KOUMOUGANH



Projet CICLIA: ©AFD



Programme d'Assainissement Pluvial de la ville de Cotonou (PAPC)

Le Programme d'Assainissement Pluvial de Cotonou vise l'amélioration des conditions de vie des populations de l'Ouest de la capitale économique, Cotonou. L'AFD a été sollicitée pour le financement de l'aménagement du bassin XX (en complément de l'aménagement des bassins Wa et XX dans le cadre du Programme d'Aménagement des Villes au Changement Climatique - PAVICC), situé à l'Ouest de Cotonou et se déversant dans le lac Nokoué. L'aménagement de ce bassin financé par l'AFD sera mené en parallèle des autres projets financés par les autres bailleurs (Banque mondiale, BAD, BOAD, BEI, et BID).

Le programme d'investissements associé prévoit la réalisation des travaux en trois phases, dont le court terme concerne 34 bassins prioritaires, soit 70% du territoire, ayant un impact direct sur les inondations dans les zones les plus densément habitées. Chaque bailleur de fonds s'est vu attribuer l'aménagement de bassins. La contribution de l'AFD au Programme répond à l'objectif de soutenir un développement territorial équilibré. Il s'inscrit en complémentarité des concours déjà engagés dans et autour de Cotonou.

Facilité CICLIA en Guinée

La dégradation des conditions de vie des populations, liée au faible accès aux services sociaux de base, que connaît la Guinée, est une contrainte à la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté. Face à cette situation, le Gouvernement guinéen s'est engagé à prendre plusieurs initiatives favorisant la croissance économique parmi lesquelles figure l'amélioration de l'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement.

A cet effet, un audit de la maturité des projets d'adduction en eau potable en milieu urbain, inscrits dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) montre que la plupart sont encore à l'étape d'« idée de projet ». D'où la nécessité de disposer des études de faisabilité permettant de faciliter la mobilisation des financements pour la réalisation de ces projets, sous la forme de plans directeurs.

L'AFD accompagne cette initiative en mobilisant des fonds CICLIA pour financer les plans directeurs de 24 villes. La facilité CICLIA est un levier d'investissement européen, pour les collectivités locales afin de lutter contre le changement climatique. CICLIA souhaite accompagner entre 20 et 25 villes d'Afrique subsaharienne sur une période de quatre ans, dans la préparation de projets à co-bénéfice climat. Les études de faisabilité et de vulnérabilité couvrent l'ensemble des secteurs de l'urbanisme (éclairage public, gestion des déchets, gestion de l'eau, etc.).


343M€
financement
dont


50M€
de financement
parallèle de
la BEI


Améliorer l'environnement
urbain et la situation
d'hygiène et de santé,
améliorer la mobilité
urbaine impactant 48 000
personnes


1,1M€
étude financée
par CICLIA


8 activités financées par
CICLIA, pour un
montant de 4,2M€
dans le Golfe de Guinée


Atteinte des
ODD pour l'accès à
l'eau en Guinée

BENIN



Présente au Bénin depuis 1956, l'AFD intervient principalement en faveur de l'amélioration de l'accès aux services essentiels. Elle est le premier bailleur de l'éducation secondaire et professionnelle et co-chef de file du secteur de l'énergie. Partenaire historique du pays, l'Agence l'accompagne vers une croissance durable, soutenant également la réduction de la pauvreté, des inégalités et la préservation de l'environnement.

Ses actions visent à :

- Promouvoir une éducation de qualité et l'accès des jeunes à la formation professionnelle

- Développer une agriculture durable et assurer la sécurité alimentaire
- Développer l'accès à l'électricité et favoriser la transition énergétique
- Promouvoir une urbanisation durable et soutenir l'adaptation aux changements climatiques
- Faciliter le financement des PME et soutenir l'innovation.

De façon concrète ces actions se traduisent par la mise en place de plusieurs projets qui contribuent significativement à l'amélioration des conditions de vie des populations.



La réduction des disparités et un meilleur accès à l'électricité

L'AFD soutient le Bénin dans sa politique d'accroissement et de diversification de sa production d'électricité, en participant à la construction d'une centrale photovoltaïque. Ainsi, le projet DEFISSOL prévoit la construction d'une centrale solaire de 25 Mégawatts-crête sur le site d'Onigbolo, au sud-est du Bénin. Avec 40 ha de panneaux photovoltaïques sur une superficie totale d'environ 100 ha, cette installation sera l'une des plus importantes du pays et fournira de l'électricité à 350 000 béninois.

Gérée par la Société béninoise de production d'électricité (SBPE), la centrale contribue à la baisse du coût de l'électricité pour les ménages et à l'augmentation de la capacité de production électrique nationale.



L'appui au développement des acteurs du secteur privé

Si les PME sont les moteurs de la croissance et constituent le socle de l'économie productive du Bénin, elles souffrent de faiblesses structurelles, notamment en matière de capacité de management et de gestion.

Le Projet d'Appui au Renforcement des Acteurs du Secteur Privé (PARASEP) s'inscrit dans le cadre d'un large programme de l'Union européenne au Bénin, au bénéfice des petites entreprises (TPE ou PME), des chambres consulaires et des organisations du secteur privé. En renforçant les capacités des organisations professionnelles, des petites entreprises et de plusieurs filières productives, ce projet a pour but de favoriser leur accès au financement et améliorer ainsi les conditions de leur développement.



Projet DEFISSOL ©AFD

 **Prêt AFD et subvention UE**
Outil de financement

 **60M€ dont 10M€ de l'UE**
Montant du projet

Union européenne, État béninois
Cofinanciers



Projet PARASEP ©AFD

 **Délégation de fonds de l'Union européenne**
Outil de financement

 **10,12 M€ dont 8.97 M€ de l'UE**
Montant du projet

Union européenne
Cofinancier

TOGO



Le Togo est l'un des plus petits pays d'Afrique de l'Ouest et compte 7,5 millions d'habitants.

La création d'une zone franche au port de Lomé, sa capitale, a contribué à en faire une plateforme portuaire bouillonnante et très importante pour les opérateurs régionaux. Présente à Lomé depuis 1957, l'AFD a d'abord concentré son activité sur les besoins élémentaires des populations : l'accès à l'eau et à l'école. Depuis 2010, elle a élargi son champ d'action et a

déployé des activités dans le domaine de l'énergie et le secteur privé, pour dynamiser la croissance et l'emploi. L'AFD accompagne le Togo dans la reconstitution des ressources indispensables à son développement afin d'enclencher une croissance inclusive et génératrice d'emplois.

Son appui est illustré par deux projets : PERECUT et PAUT



PERECUT

L'extension du réseau électrique

En vue de l'amélioration de l'accès à l'énergie des populations, le projet d'extension du réseau électrique dans les centres urbains (PERECUT) bénéficie du financement de l'AFD assorti d'une subvention de 15 millions d'euros mobilisée auprès de l'Union européenne ainsi que d'une subvention de la KfW de 15 millions d'euros. Grâce à la réhabilitation, l'extension et la densification des réseaux de distribution de 53 centres urbains, dont la moitié sont situés dans la partie nord du pays (régions Savane, Kara et Centrale-Nord), le projet PERECUT a pour ambition d'apporter une électricité fiable à plus de 100 000 ménages, soit de plus de 500 000 personnes.

Le projet aura également des impacts positifs pour la CEET (Compagnie d'énergie électrique du Togo), la société nationale de distribution : baisse du niveau des pertes, amélioration de la qualité de service, et amélioration de la gestion financière grâce à l'inventaire et la réévaluation de ses actifs.



PAUT

L'aménagement de l'espace urbain

Pour répondre au déficit d'infrastructures de drainage pluvial et de gestion des déchets solides, l'Union européenne a accordé des fonds au Gouvernement togolais pour le financement du Projet d'Aménagement Urbain du Togo - Phase 2 (PAUT II).

Ce projet d'un montant de 43 millions € dont la gestion du financement a été déléguée à l'Agence française de développement, vise à répondre à la problématique de l'assainissement de la ville de Lomé grâce à l'aménagement, dans la zone marécageuse prolongeant le système lagunaire, d'un 4e lac et le drainage des quartiers Est de la ville.

En plus d'améliorer la mobilité urbaine, la salubrité et de la qualité de vie des habitants, le Projet d'Aménagement Urbain du Togo contribuera à la suppression des risques d'inondations et la disparition des zones non drainées dans les quartiers.



Projet PERECUT ©AFD



Prêt et subvention UE
Outil de financement



70 M€ dont 40 M€ prêt souverain AFD ; 15 M€ subvention UE ; 15 M€ subvention KfW
Montant du projet

Union européenne, KfW
Co financeurs



Projet PAUT ©AFD



Subvention
Outil de financement



43 M€
Montant du projet

Union européenne
Co financeur

GHANA



Malgré sa croissance remarquable, l'économie ghanéenne doit faire face à de multiples défis macroéconomiques et sectoriels. Notamment, il dispose d'un réseau électrique encore sous-développé et instable.

Pour apporter son appui aux acteurs des secteurs public et privé, l'AFD a débuté ses activités au Ghana en 1985, marquant ainsi l'ouverture de sa première représentation dans un pays anglophone.

Notre action a pour but de promouvoir des projets à fort impact sur le développement, qui visent à :

- Assurer la sécurité alimentaire et un développement rural durable
- Favoriser un développement urbain durable
- Produire une énergie plus fiable pour la croissance économique
- Soutenir la production intellectuelle aux côtés d'instituts de recherche et de bailleurs.

L'AFD accompagne le développement au Ghana par l'amélioration des conditions de vie des populations, la lutte contre les inégalités, et la réduction des gaz à effet de serre.



Le renforcement du réseau électrique

Les autorités ghanéennes ont engagé dès 2006 une réforme ambitieuse du secteur de l'électricité intégrant la création de 'Ghana Grid Company - GRIDCO' - l'entreprise 100 % publique en charge du transport d'électricité - ainsi que l'évolution du cadre législatif et réglementaire, témoignant d'un appui résolu de l'État au secteur.

Le projet GRIDCO permet de fiabiliser et d'accroître les capacités du réseau électrique ghanéen existant (réduction des écarts nord-sud, accroissement des capacités de transport) ; de concrétiser la stratégie affirmée du Ghana en tant qu'exportateur régional d'énergie ; et en termes financiers, d'élargir les débouchés commerciaux des entreprises publiques ghanéennes).



Projet GRIDCO ©AFD



**Prêt
concessionnel
non souverain et
subvention UE**
Outil de financement



141M€
Montant du projet

**Union
européenne**
Cofinancier



Au Ghana, le coût de l'énergie est relativement cher et la sécurité énergétique est une préoccupation majeure pour le Gouvernement du Ghana.

Accroître le développement des énergies et des technologies vertes est une condition essentielle à une croissance économique durable. Le programme SUNREF a été conçu pour aider les entreprises et les ménages du Ghana à saisir les opportunités de la transition écologique. Ce programme innovant s'inscrit dans une initiative mondiale développée par l'AFD pour mobiliser les banques privées afin de financer les investissements du secteur privé dans les technologies vertes et les énergies durables. En outre, l'Union européenne soutient le programme en finançant la composante d'assistance technique, ainsi qu'en accordant une subvention d'investissement aux projets éligibles.

L'objectif de SUNREF Ghana, à travers des banques partenaires locales est de faciliter l'accès à une énergie durable abordable et de permettre aux entreprises et aux ménages ghanéens d'acquérir des équipements de meilleure qualité, de réaliser des économies et de devenir plus compétitifs en gérant l'énergie plus efficacement tout en respectant l'environnement.



Projet SUNREF ©AFD



**Prêt et
subvention**
Outil de financement



**AFD : 30 M€ /
UE : 2 M€ en
Assistance
Technique +
2,434M€ en
Subvention**
Montant du projet

**Union
européenne**
Cofinancier

NIGERIA



Pays le plus peuplé d'Afrique, première économie du continent, le Nigeria fait face à une grande disparité des richesses, des déséquilibres territoriaux et des faiblesses en matière de gouvernance. Présente au Nigeria depuis 12 ans, l'AFD est aujourd'hui l'un des partenaires clés du pays. Ses solutions de financement variées contribuent non seulement au développement d'une économie compétitive qui crée de l'emploi et de la richesse, mais aussi à un développement partagé, inclusif et résilient. Ce partenariat au service d'une économie sociale, sobre en carbone et compétitive, a pour objectif de :

- Financer la transition vers une énergie bas-carbone
- Réinventer les villes
- Diversifier l'économie et moderniser les services publics
- Développer l'agriculture, y compris au niveau régional
- Promouvoir la résilience dans le nord-est

Depuis 2018, l'AFD intervient dans les secteurs de la gouvernance, l'enseignement supérieur, l'assainissement, les industries culturelles et créatives, le numérique et le sport.



Au Nigeria, les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) représentent 96 % des entreprises du pays. Elles créent des emplois (84% de l'emploi) et contribuent à la richesse nationale (48% du PIB national). Cependant, l'accès au financement est aujourd'hui leur principal défi. L'une des banques nigérianes les plus favorables aux PME, First City Monument Bank Limited (FCMB), est bien placée pour proposer des solutions de financement adaptées à ces entreprises.

L'AFD à travers sa filiale Proparco accompagne la banque nigériane FCMB pour renforcer son engagement auprès des PME et des projets climat à fort impact. L'opération consiste en un prêt de 35 millions \$ et une garantie de portefeuille EURIZ de 10 millions€ pour soutenir la stratégie FCMB, visant à servir les PME à fort impact et à financer le climat. Proparco et FCMB ont déjà eu l'opportunité de collaborer à travers deux opérations arrangées par la Société néerlandaise de financement du développement (FMO) en 2014 et 2019 et la mise à disposition de deux garanties ARIZ signées en 2018 et 2020.

Le programme EURIZ bénéficie d'un soutien financier de l'Union européenne à hauteur de 25,8 millions d'euros.



Modernisation de l'institut national de formation aux métiers de l'électricité au Nigeria

Le secteur de l'électricité au Nigeria présente un fort potentiel de croissance et d'innovation et s'inscrit au cœur du plan de développement nigérian « Vision 20 : 2020 ». Le gouvernement ambitionne de porter d'ici 2020 la production nationale d'électricité à 40 GW, à travers une ambitieuse politique de réforme et de privatisation devant permettre de nouveaux investissements publics et privés d'environ 3,5 Md\$ par an pendant 5 ans. Cependant, de nombreux défis demeurent et la privatisation du secteur reste à parachever. Afin d'accompagner cette stratégie volontariste et de répondre au besoin massif et urgent de mise à niveau des compétences, le gouvernement du Nigeria a créé en 2009 l'opérateur public de formation National Power Training Institute of Nigeria (NAPTIN) autour d'un réseau de 9 centres régionaux de formation initiale et continue. En vue de faire de NAPTIN un acteur compétitif et pérenne, à la hauteur des enjeux de la réforme du secteur, les autorités nigérianes ont sollicité l'AFD pour une intervention faisant appel à un mixage de prêt concessionnel et de dons.



Projet EURIZ ©AFD

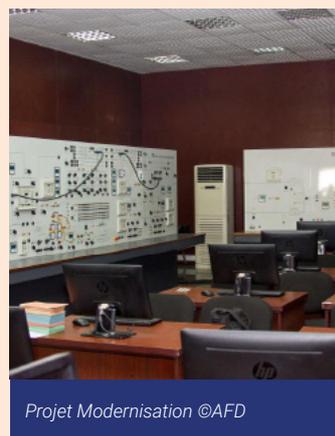


Garantie de portefeuille Proparco
Outil de financement



Garantie PROPARCO de 10M€, portée à hauteur de 70% grâce à l'UE
Montant du projet

Union européenne
Cofinancier



Projet Modernisation ©AFD



Prêt concessionnel souverain et subvention UE
Outil de financement



45,5M€
Montant du projet

Union européenne
Cofinancier



Pour un monde en commun

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé, et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient. Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

LinkedIn : Agence française de développement dans le Golfe de Guinée

Direction Régionale du Golfe de Guinée

Carrefour Djédjé Mady - Cocody-Riviera Bonoumin | 01 BP 1814 | Abidjan

afddrgg@afd.fr

Tél. : +225 27 22 59 80 30